

CDP

ARMP

COLLOQUE

THEME :

**LE CONTRAT DE PARTENARIAT DANS LE PAYSAGE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE AU TOGO**

Novembre 2018

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le mouvement de transformation de la commande publique en Afrique, particulièrement dans l'espace UEMOA, est loin d'être stabilisé. En effet, sous l'impulsion de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Projet de Réforme des Marchés Publics dans l'espace UEMOA (PRMP-UEMOA) et en accord avec plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (PTF), une vaste réforme du système des marchés publics a été initiée dans les huit (8) Etats membres de l'espace communautaire. Cette dynamique de modélisation et de modernisation de la commande publique a conduit à l'adoption et à la transposition des directives n°04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service publics et n°05/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public¹.

Toutefois, le constat est que le champ matériel de la commande publique, défini par les textes communautaires, semble ne pas satisfaire de nombreux Etats, dont les politiques publiques sont orientées vers la recherche de nouveaux leviers de croissance économique, notamment l'accroissement des investissements privés. Ceci justifie le recours par de nombreux Etats à l'instar du Togo², parallèlement à la réglementation des marchés publics,

¹ Au Togo, c'est la loi N° 2009 – 013 relative aux marchés publics et délégation de service public du 30 juin 2009 qui transpose les deux directives.

² Voir Côte d'Ivoire le décret n°2012-1151 du 19 décembre 2012 relatif aux contrats de partenariat public-privé ; le Bénin a sa loi n°2016-24 du 11 octobre 2016 portant cadre juridique du partenariat public-privé en République du Bénin (loi en cours de réexamen après la censure de la Cour constitutionnelle, DCC 17-039 du 23 février 2017). Le Mali, la loi n°2016-061 du 30 décembre 2016 relative aux partenariats public-privé au Mali ; Le Niger, la loi n°2011-30 du 25 octobre 2011, ratifiant l'ordonnance n°201 1-07 du 16 septembre 2011 portant Régime général des Contrats de partenariat public privé en République du Niger ; le Sénégal, Loi n°2014- 09 du 20 février 2014 relative aux contrats de partenariat ; le Togo, Loi n°2014- 014 du 22 octobre 2014 portant modernisation de l'action publique de l'Etat en faveur de l'économie. Seule la

au contrat de partenariat public-privé (CPPP). Cette évolution des législations nationales en matière de commande publique justifie, pour des raisons d'harmonisation et/ou d'uniformisation, le projet de directive de l'UEMOA sur les partenariats public-privé.

En réalité, ce nouveau paradigme de la commande publique en cours d'expérimentation dans notre espace est présenté comme une solution pour surmonter le manque d'infrastructures, la baisse des investissements publics et la raréfaction des deniers publics. Envisagé comme outil catalyseur des investissements privés, ce type de contrat a pris une place centrale dans le paysage de la commande publique de presque tous les États de l'UEMOA. Il est devenu l'élément clef de la reconfiguration des outils économiques orientés vers la lutte contre le déficit des investissements publics, la construction des infrastructures et la diminution de la dette publique. Mais il convient de s'interroger sur le sens et les implications de cet outil juridico-économique, considéré comme l'un des principaux montages contractuels complexes, ainsi que ses liens avec le développement des États.

À l'analyse, la célébration du CPPP par les États de l'UEMOA donne à cet instrument contractuel le caractère d'une « clé passe-partout ». Il serait devenu une solution magique aux différentes entraves du développement, bénéficiant ainsi d'une sorte d'effet de mode. L'introduction de ce nouvel outil contractuel a touché aussi bien la conception de la notion de la commande publique que la réglementation qui en découle. À cet égard, des réformes ont été mises en œuvre et des leçons ont été apprises.

Mais au fond, cette présentation éthérée du contrat de partenariat public-privé ne devrait pas tant séduire. Certains arguments, non moins convaincants, discréditent, en effet, le recours à la nouvelle *doxa* de la commande publique.

Guinée Bissau qui a entamé le processus n'a pas encore adopté sa loi sur les contrats de partenariat.

Ainsi, face aux arguments développés par ses défenseurs et ses pourfendeurs, il paraît utile de s'interroger sur la pertinence et la valeur ajoutée réelle du contrat de partenariat en expérimentation et appelé à être implémenté dans l'espace UEMOA. L'organisation du présent colloque, initié par le Centre de droit public (CDP) de la Faculté de Droit de l'Université de Lomé et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), s'inscrit dans cette perspective.

À travers ces échanges, le CDP et l'ARMP mobiliseront les universitaires et les praticiens qui croiseront les regards, s'interrogeront sur le contrat de partenariat et mettront en perspective les enjeux aux fins de permettre aux acteurs d'anticiper et d'améliorer le droit à venir, notamment dans l'espace UEMOA.

2. OBJECTIFS

Le colloque se donne comme objectif d'analyser les apports véritables du contrat de partenariat, la pertinence et les incidences du projet de directive de l'UEMOA portant contrats de partenariat public-privé sur les droits nationaux.

Entre autres, il s'agira de :

- faire ressortir les influences exogènes de la transformation de la commande publique à travers l'instauration du contrat de partenariat ;
- évaluer les mutations probables que connaîtront les droits nationaux dès l'adoption du projet de directive communautaire sur les contrats de partenariat ;
- faire une analyse critique de la réglementation des contrats de partenariat, en vue d'en révéler les insuffisances ;
- scruter de nouveaux horizons en vue de relever les facteurs d'efficacité et d'efficience du contrat de partenariat.

3. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats ci-après sont attendus des travaux du présent colloque :

- les influences exogènes de la transformation de la commande publique à travers l'instauration du contrat de partenariat sont mises en exergue ;
- les mutations probables que connaîtront les droits nationaux après l'adoption du projet de directive communautaire sur les contrats de partenariat sont évaluées ;
- une analyse critique de la réglementation des contrats de partenariats, en vue d'en révéler les insuffisances est faite ;
- de nouveaux horizons sont scrutés en vue de relever les facteurs d'efficacité et d'efficience du contrat de partenariat.

4. AXES DE CONTRIBUTION

Le colloque sera fait de communications, de panels et d'ateliers de travail. Les principaux thèmes qui seront abordés sont les suivants :

- EXISTE-T-IL UNE THÉORIE GÉNÉRALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE ?
- CONTRAT DE PARTENARIAT ET AUTRES MONTAGES CONTRACTUELS COMPLEXES : AVANTAGES COMPARATIFS
- CONTRAT DE PARTENARIAT VU D'AILLEURS : FRANCE, ESPACE CEMAC...
- CONTRAT DE PARTENARIAT : ENTRE NECESSITE ET EFFET DE MODE
- LE CONTRAT DE PARTENARIAT COMME INSTRUMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES
- LE ROLE DU SECTEUR PRIVE NATIONAL DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PPP
- LE CONTRAT DE PARTENARIAT, ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE ET RELANCE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS
- INNOVATIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT DE PARTENARIAT
- CONTRAT DE PARTENARIAT ET DEVELOPPEMENT DURABLE
- LA GESTION DU CONTENTIEUX DU CONTRAT DE PARTENARIAT

5. PROFILS DES PARTICIPANTS

Sont attendus à ce colloque :

- des universitaires de différentes disciplines (juristes, politistes, économistes, financiers) ;
- des cadres nationaux de la DNCMP, de l'ARMP;
- des experts et consultants en commande publique ;
- des personnalités politiques (parlementaires, responsables de formations politiques, etc.) ;
- des juges (notamment administratifs, constitutionnels et financiers) ;
- les Organisations de la société civile (OSC) intervenant dans le domaine de la commande publique ;
- les corporations professionnelles du secteur privé (CCIT, CNP et autres).

6. DATE ET LIEU DU COLLOQUE

20 novembre 2018 à l'Auditorium du campus universitaire de Lomé

7. ORGANISATION

Le colloque sera co-organisé par le Centre de droit public et l'Autorité de Régulation des Marchés publics

8. ACTES DU COLLOQUE

Les actes du colloque seront publiés sous forme d'ouvrage par le CDP et l'ARMP.

Les recommandations du colloque seront mises à la disposition des organes et acteurs impliqués dans la gestion de la commande publique.

9. COMITE SCIENTIFIQUE

- M. Dodzi Komla KOKOROKO, Professeur des Universités, Agrégé des facultés de droit, Président de l'Université de Lomé, Président du comité scientifique ;
- M. René Théophile KAPOU, Docteur en droit public, Directeur de l'ARMP, Vice-président du comité scientifique.
- M. François HOUNAKE, Agrégé des facultés de droit, Directeur adjoint de la DAAS; membre;
- M. Alain ONDOUA, Professeur des universités, Agrégé des Facultés de droit, Université de Poitiers, membre
- M. Marcel ALAKI, Directeur de la réglementation et des affaires juridiques, ARMP, Togo

10. COMITE D'ORGANISATION

- M. Mazamesso WELLA, Docteur en droit public, Président du comité ;
- M. Marcel ALAKI, Directeur de la réglementation et des affaires juridiques, vice-président ;
- M. Kossi KALIPE, Docteur en droit public, membre ;
- M. Essowe KPALLA, Doctorant en droit public, membre ;
- M. Wadoufei BABALE, Docteur en droit public, membre.

10. CALENDRIER ET MODALITES DE SOUMISSIONS DES COMMUNICATIONS

Date limite de soumission : le 12 octobre 2018.

Adresse : claudewella@gmail.com

Date de réponse aux communicateurs : 20 octobre 2018.

ANNEXE

- 1- BUDGET PREVISIONNEL DU COLLOQUE
- 2- AUTRES DOCUMENTS OFFICIELS RELATIFS AU COLOQUE